



Peut-on être socialiste aux États-Unis ? Hier et aujourd'hui

Edward Castelon

DANS **CITÉS** 2010/3 (n° 43), PAGES 109 À 126

ARTICLE

Pour un Américain vivant en France, spécialisé dans l'histoire du socialisme français au XIX^e siècle, et, plus particulièrement dans la pensée de Pierre-Joseph Proudhon comme moi, je ne pouvais que trouver absurde la campagne lancée six mois après l'investiture du président Barack Obama par les militants les plus extrémistes du Parti Républicain, (campagne qui a atteint son apogée au moment du vote parlementaire pour la réforme du système de santé) accusant le chef d'Etat d'être un « socialiste ». Obama, à ce moment-là toujours le chouchou des médias, le centriste éloquent, adoré par l'*Establishment* de Washington soucieux de la réputation des États-Unis à l'étranger, le messie métis qui a promis de réconcilier la diversité multiculturelle de l'Amérique en mettant plus de troupes en Afghanistan qu'en Iraq – un « socialiste » ? L'idée paraît absurde. Mais l'antisocialisme primaire des plus fanatiques de droite a au moins l'avantage de nous rappeler que les Américains éprouvent une certaine antipathie pour des doctrines vues comme étrangères aux traditions politiques américaines. Pour donner un exemple risible, récemment certains publicistes et commentateurs de droite ont même expliqué l'impopularité relative du football aux Etats-Unis comme le résultat des aspects « socialistes » du sport, thèse qui se confirme, selon eux, par le succès du football en Europe et l'Amérique latine, là où il existe du socialisme (car l'américain n'aime pas, instinctivement et viscéralement, le socialisme, donc il ne peut pas aimer un sport aimé par des peuples « socialistes », CQFD). Bien qu'on soit certes loin du Maccarthisme des années 1950, bien que le mur de Berlin soit tombé depuis plus de vingt ans et que « l'empire du mal » soviétique soit définitivement vaincu, le mot « socialiste » est toujours mal vu dans mon pays.

1

HIER

Plus d'un siècle s'est écoulé depuis la publication en 1906 de l'étude de Werner Sombart, *Pourquoi le socialisme n'existe-t-il pas aux États-Unis ?*, mais elle reste dans ses grandes lignes, un peu comme *De la Démocratie en Amérique* de Tocqueville, toujours actuelle^[1]. A l'époque fin connaisseur des écrits économiques de Marx, apprécié par Engels, sympathisant du parti social-démocrate allemand s'intéressant, dans ses recherches sociologiques, aux formes prises par la modernité dans les sociétés capitalistes^[2], Sombart avait conclu que bien que la société américaine soit sans doute la société dans le monde où le capitalisme apparaissait de la façon la plus crue, elle était, à la différence des sociétés européennes capitalistes, allergique au socialisme pour plusieurs raisons, liées largement au phénomène de l'embourgeoisement de la classe ouvrière. Selon Sombart, les travailleurs américains, dans leur grande majorité, étaient favorables au capitalisme, comme ils étaient favorables aussi à leur gouvernement. Ils ne voyaient point de problème avec un système politique majoritaire à un tour, favorisant le monopole de deux partis. Ils étaient plus riches que leurs homologues européens et ils avaient plus de chance aussi de quitter leur statut social et de gagner plus d'argent au fur et à mesure qu'ils travaillaient. Dans un passage justement célèbre de son livre, Sombart s'explique :

2

« Au fur et à mesure que la situation matérielle du salarié s'améliorait et que son mode de vie gagnait en confort, il se laissait tenter par la dépravation matérialiste, il était progressivement contraint d'aimer le système économique qui lui offrait tous ces plaisirs ; peu à peu il en venait à adapter son esprit aux mécanismes de l'économie capitaliste, pour finalement succomber aux charmes que la rapidité des changements et l'augmentation considérable des quantités mesurables exercent irrésistiblement sur presque tout le monde. Une pointe de patriotisme – la fierté de savoir que les Etats-Unis devançaient tous les autres peuples sur la voie du « progrès » (capitaliste) – renforçait à la base son esprit commerçant en le transformant en homme d'affaire sobre, calculateur et dépourvu d'idéal, tel que nous le connaissons aujourd'hui. Et toutes les utopies socialistes d'échouer à cause du roastbeef et de l'*apple pie* [tarte aux pommes]. »^[3]

3

A la mobilité sociale comme facteur d'entrave au développement du socialisme aux Etats-Unis s'ajoute enfin une dernière, la mobilité géographique, car l'existence d'une frontière toujours ouverte, avec des terres libres, peu chères, et en friche, permettait à ceux qui étaient insatisfaits avec le travail industriel de réaliser le rêve du propriétaire autonome partagé par tous les Américains.

4

Le point de départ de Sombart – que la politique devrait être l'expression de l'économie (et la lutte des classes) – est révélateur de ses préjugés de social-démocrate allemand marxisant, car il existe certes d'autres formes de « socialisme » que celles qui passent par la des urnes. Et certes l'expression des intérêts de la classe ouvrière n'est pas forcément résumée dans les plateformes des partis politiques de gauche, y compris dans l'Europe d'aujourd'hui ! Néanmoins, malgré ces réserves, certaines de ses thèses ont frappé des historiens du mouvement ouvrier américain. Le texte de Sombart a stimulé beaucoup de réflexions sur le non-développement d'une opposition socialiste sérieuse aux États-Unis, analogue à celle qui s'est manifestée en Europe^[4]. Ce thème nous semble d'autant plus pertinent car certains commentateurs depuis la crise financière récente maintiennent que l'absence d'une opposition socialiste sérieuse dans les sociétés occidentales face à la déréglementation des marchés et l'euthanasie de l'État providence est responsable en grande partie de l'exacerbation inacceptable des inégalités sociales depuis la fin de la Guerre froide^[5].

On se rappelle surtout du livre de Sombart à cause de sa thèse de l'embourgeoisement. La possibilité de quitter sa classe (à cause des possibilités de mobilité sociale qu'offraient les États-Unis selon Sombart) expliquait l'inactivité politique relative des ouvriers. Justement parce que les travailleurs aspirent à quitter leur classe, ils ne conçoivent pas l'idée que leur classe pourrait les accompagner dans leur ascension sociale : ils raisonnent dans les termes d'une amélioration individuelle, et point dans ceux de l'action collective. A cet égard, les successeurs de Sombart ont souvent remarqué un aspect de la vie sociale américaine que le sociologue allemand aurait pu souligner davantage : l'effet de l'immigration sur la non-constitution d'une classe ouvrière américaine politiquement militante^[6]. Non seulement les ouvriers étrangers arrivant aux États-Unis, au début du XX^e siècle, considéraient leur situation comme temporaire et leur objectif était de s'enrichir le plus rapidement possible pour ensuite revenir dans leurs pays d'origine. L'immigration constante a rendu également plus difficile toute alliance entre les ouvriers qualifiés de l'artisanat – la plupart nés aux États-Unis – qui avaient tendance à se syndicaliser, et les ouvriers non-qualifiés – majoritairement immigrés – plus prompts à accepter des types et conditions de travail déplorables. Enfin l'expérience communautaire des immigrés, dans les grandes villes, renforçait leur identité ethnique plutôt que de classe, séparant ainsi leur identité économique de leur culture^[7].

En ce qui concerne la politique américaine en général, Sombart a maintenu que le degré très élevée d'intégration civique faisant obstacle au développement de classe était due à l'inscription du principe de la souveraineté populaire dans la Constitution nationale, à l'abolition du cens et à la pratique du suffrage universel masculin (pour la population blanche) à partir de 1812. Dans un livre célèbre, Louis Hartz a repris le problème, insistant sur le fait que l'absence de conscience de classe, qui distinguait les Américains des Européens, était due en partie à la double absence, d'un côté, d'un ordre social structuré par des corporations de métier dans une période féodale antérieure, de l'autre, de l'expérience d'une révolution sociale bourgeoise^[8]. Bien que cette thèse puisse paraître douteuse pour maintes raisons^[9], l'idée que la culture politique nationale américaine était une « exception » a eu une vraie influence sur les façons d'aborder la question de l'absence de socialisme aux États-Unis. Un socialiste radical des années 1930, Leon Samson, a même formulé le néologisme « Américanisme » pour expliquer l'hostilité des Américains à tout discours de classe : selon lui, les Américains croient qu'ils font déjà partie d'une société anti-élitiste, démocratique et sans classes gouvernée par un État affaibli, ils n'ont donc aucun désir d'être socialistes car ils voyaient dans leur modèle social un substitut suffisant au socialisme^[10]. Dans une phrase souvent citée par des politologues américains, un contemporain d'Hartz, lui aussi également impressionné par la médiocrité relative de la culture politique américaine par rapport à la diversité des courants de pensée européens, l'historien Richard Hofstadter a remarqué qu'au lieu d'avoir des idéologies, l'Amérique était sa propre idéologie. Et le sociologue néoconservateur, Seymour Martin Lipset, a écrit une série de livres insistant sur la notion de l'« exceptionnalisme américain » pour expliquer pourquoi il n'y avait pas de socialisme aux États-Unis^[11].

Pourtant, entre la publication du livre de Sombart et l'armistice de la Grande Guerre, l'Amérique a eu un Parti Socialiste important sous la direction d'Eugene Debs. En 1910, il y a eu plus d'élus socialiste aux États-Unis que d'élus du Parti Travailleuse en Grande-Bretagne. Et en 1912, le PS américain avait obtenu l'élection de 1 200 de ses candidats dans les élections locales. Les élus socialistes contrôlaient les municipalités de Milwaukee, Flint, Schenectady et Berkeley ; 33 législateurs d'état étaient socialistes ; et le chef du parti, Debs, obtenait 6 % des votes populaires lors de l'élection présidentielle. Ce succès, il est vrai, n'a pas duré très longtemps. Le PS américain a été virulemment critique de l'intervention des États-Unis lors de la guerre de 14-18 à cause de son attachement au principe « socialiste » du pacifisme (ce qu'on ne peut pas vraiment dire de la majorité des partis socialistes européens de la même époque). Cette intransigeance de principe a provoqué l'arrestation et l'emprisonnement de Debs et de la plupart des principaux dirigeants du parti. Le parti n'a jamais vraiment survécu à la « Peur Rouge » née au moment de la Guerre. La Révolution russe, quant à elle, n'a fait qu'exacerber les tensions déjà existantes au sein du parti, car le « socialisme » de la majorité de ses membres avait ses sources beaucoup plus dans l'évangélisme chrétien et la critique populiste des monopoles que dans les œuvres de Marx et Lénine^[12]. Dans ce contexte défavorable, caractérisé par des arrestations et des querelles sectaires, le seul Parti Socialiste américain sérieux dans l'histoire du pays s'est vite évaporé, grâce, en large partie, à un autre facteur que Sombart n'a jamais vraiment considéré : l'hostilité de l'État américain au socialisme^[13]. Suite à dépérissement politique, il est vrai que les syndicats, quant à eux, ont mis beaucoup de pression sur le parti Démocrate dans les années 30, pendant la crise économique de la Grande Dépression. Mais, au cours de cette même décennie, le réformisme du *New Deal* s'est progressivement détourné de la question industrielle de l'organisation de la production et de l'emploi pour s'orienter autour de l'idée de stimuler la croissance par la consommation, politique suivie jusqu'aux années 1970^[14]. Malgré le fait que Franklin Delano Roosevelt pourrait paraître presque révolutionnaire par rapport à des Présidents Démocrates plus récents ou contemporains comme William Jefferson Clinton ou Barack Hussein Obama, il est difficile de décrire le développement qu'a pris le *New Deal* (ou le ralliement des syndicats au parti Démocrate en général) comme un triomphe du socialisme^[15]. Quant aux années 60 tant vantées pour leur radicalisme, le mouvement étudiant n'a jamais réussi à pénétrer dans les milieux ouvriers. En dépit des succès des mouvements pour les droits civiques des noirs et pour la retraite des États-Unis du Vietnam, la « droitisation » de la politique américaine depuis cette période n'a certes pas permis la renaissance d'un parti socialiste comparable à celui de Debs.

Parmi les différents facteurs identifiés par Sombart, il n'y a qu'un seul qui nous semble toujours valable pour expliquer l'hostilité des Américains au socialisme : le système politique. Tous les sondages récents, surtout depuis la crise de 2008-2010, indiquent que les Américains ne sont pas forcément satisfaits de leur système économique. Si l'on doit croire les sondages, ils ne sont pas non plus satisfaits de leur gouvernement depuis plusieurs décennies. Les ouvriers américains depuis les années 1970 ne sont pas plus influents que leurs homologues européens – leur société est devenue plus que jamais inégalitaire^[16]. Au contraire, en réalité et contrairement aux idées reçues, il existe plus de mobilité sociale dans les sociétés européennes occidentales qu'aux États-Unis^[17]. Et, bien entendu, bien que il y ait beaucoup de mobilité géographique aux États-Unis, il n'existe plus du tout de frontière ouverte. Par contre, notre système majoritaire à un tour, système politique qui, en ce qui concerne les élections présidentielles, privilégie la personnalisation de la politique et le monopole, pour toutes les élections, des deux Partis Démocrate et Républicain, rend presque impossible la création d'une opposition sérieuse venant d'un tiers parti, ce qui atténue, sinon empêche, considérablement l'expression politique de toute critique du capitalisme débridé à l'américaine.

9

Cet obstacle à la manifestation politique du « socialisme » est peut-être encore plus net à notre époque qu'à celui de Sombart et de Debs. Parce que l'évolution de la constitution politique est telle que l'exécutif a pris une place à notre avis excessivement prépondérante (et parce que, depuis Sombart à nos jours, on a du mal à concevoir des expressions du socialisme hors de la social-démocratie et de la lutte politique pour saisir l'État), regardons l'impact de cette évolution sur la manière dont on conçoit l'existence des candidats pour la présidence hors des deux partis qui monopolisent la politique aux États-Unis.

10

Pour mesurer jusqu'à quel point tout repère historique a été évacué par l'excessive personnalisation du système présidentiel, personnalisation incontestablement exacerbée par l'importance de plus en plus grande des médias dans la manière dont on discute la politique en termes de personnalités « vedettes », il suffit d'évoquer l'hystérie, la haine et le mépris qu'ont inspirés, depuis l'élection présidentielle controversée de 2000, les candidatures successives de Ralph Nader (candidat dont les plateformes étaient les plus critiques, depuis la période antérieure à la Deuxième Guerre mondiale, quant à l'influence néfaste exercée par les grandes entreprises sur la société américaine).

11

Qu'il ait conduit ou non à la défaite la candidature d'Al Gore en 2000, Nader a seulement reçu 2,7 % du vote populaire (et zéro votes électoraux), autant dire rien comparé à d'autres candidats de tiers partis dans le passé récent et lointain de l'histoire politique américaine. Par exemple, le PDG milliardaire protectionniste, Ross Perot, a reçu 18,8 % des populaires dans l'élection présidentielle de 1992, et 8,4 % des en 1996 (à chaque fois il n'obtenait aucune des grands électeurs). Comme le suprématiste blanc, sudiste et ouvrieriste, George Wallace, qui a remporté 13,5 % des populaires (et même un nombre important des des grands électeurs dans les états du sud) en 1968, Perot a certes pris à son compte des qui auraient pu être accordées aux deux grands partis (dans le cas de Perot, des principalement républicaines, dans le cas de Wallace des principalement de Démocrates racistes du Sud qui n'arrivaient pas encore à voter pour le Parti Républicain pour des raisons de principe)^[18]. Mais on n'entend pas de nos jours de Républicains se plaindre de la « trahison » de Perot en 1992 et en 1996.

12

De même, si Debs a reçu 6 % des populaires en 1912, un autre candidat d'un tiers parti dans la même élection, Theodore Roosevelt, a reçu 27,4 % des. Dissident républicain, il permettait au candidat démocrate, Woodrow Wilson, de remporter l'élection – signe que la pluralité des partis existait bien plus à la belle époque du socialisme américain qu'à la nôtre, postidéologique et postsocialiste. En comparaison à d'autres candidatures critiques du capitalisme dans un passé politique plus lointain, le score de Nader en 2000 n'est rien. Ses 2,7 % doivent être rapportés aux scores du candidat du Parti Populiste, James B. Weaver en 1892 (9 % des populaires) et de l'ancien gouverneur et sénateur Républicain progressiste de Wisconsin, Robert La Follette, en 1924 (17 % des). Certes, par rapport à La Follette, soutenu par ailleurs par les vestiges du Parti Socialiste américain, même le score de Debs en 1912 (6 %) n'est pas grande chose. Mais il faut dire que Debs a quand même reçu 3,4 % des populaires dans l'élection de 1920 (presque le même nombre numérique qu'il a reçu en 1912), alors qu'il était en prison, et interdit, depuis sa condamnation, de se présenter aux élections (il fallait écrire son nom sur les bulletins), dépassant numériquement avec ses 913 664 ce que Nader a reçu dans les trois autres élections auxquelles il s'est présenté, à part celle de 2000^[19]!

13

Mais aux États-Unis, bien qu'on possède d'excellents historiens, on n'a pas très bonne mémoire. Dans la presse progressiste, comme dans des conversations personnelles, l'opinion largement partagée par ceux qui se considéraient à gauche du centre politique était que les 2,7 % de Nader étaient responsables de l'élection de George W. Bush et que Nader avait donc « trahi » la gauche en « volant » des votes au Parti Démocrate^[20]. Pourtant, on a du mal à croire que Debs aurait pu être accusé par les partisans du Parti Démocrate en 1912 d'avoir fait perdre des au candidat Démocrate, Woodrow Wilson (qui a gagné l'élection avec 41,80 % des, grâce à un Parti Républicain divisé et malgré l'opposition à gauche de son parti du parti de Debs) ! Si Wilson, en tant que politologue et fondateur de la « science de l'administration », a été inspiré en partie par des idées socialistes européennes dans son réformisme, il haïssait ces idées hors de l'université^[21]. Plus que tout autre, il a été personnellement responsable de la persécution et de l'affaiblissement du Parti Socialiste américain, refusant à plusieurs reprises de pardonner à Debs son opposition à l'entrée des États-Unis dans la Grande Guerre (Wilson en fut un fervent partisan et artisan). Le Parti Démocrate et le Parti Socialiste étaient tout sauf des amis au début du xx^e siècle. Pourquoi croire que le Parti Démocrate ait à ce point changé en ce début du xxi^e siècle qu'il représenterait les idées et principes de l'extrême gauche, ou même de la gauche, en l'absence d'un Parti Socialiste qu'il a largement contribué à détruire ? Au contraire, depuis la fin de la Deuxième Guerre Mondiale et les débuts de la Guerre froide, la « droitisation » du Parti Démocrate est incontestable, tellement même qu'en cédant continuellement du terrain sur presque toutes les questions politiques, économiques et sociales, on est presque tenté de conclure qu'il oblige la droite à se radicaliser^[22].

14

Si le système politique américain n'est pas celui d'une démocratie directe (l'élection présidentielle de 2000 est là pour le prouver)^[23], mais celui d'une république fédérale, dont le chef de l'exécutif est choisi par des électeurs représentant les 50 états, au moins ce système, en ce qui concerne notre problématique ici, a l'avantage d'attirer l'attention sur la géographie politique du pays. Une chose que l'on est obligé de constater, si l'on prend la peine d'examiner l'histoire des élections citées ci-dessus, c'est jusqu'à quel point la géographie politique du pays a changé. Hostile aux riches et à la finance, sensible à la cause des petits paysans, James B. Weaver, le candidat populiste, ancien républicain devenu représentant de l'état d'Iowa, a eu suffisamment de soutien pour emporter des d'Électeurs des états de Colorado, Kansas, Idaho et Nevada lors de l'élection présidentielle de 1892. Le Parti Populiste auquel il a été associé a été particulièrement puissant dans les états du Midwest et du Sud – états de nos jours, plus d'un siècle plus tard et jusqu'à récemment tenus fermement par un Parti Républicain beaucoup plus proche de l'esprit du parti de Reagan que de celui du parti de Lincoln^[24]. A part les états du Wisconsin (à cause de la forte présence d'une communauté ouvrière allemande, familiarisée et attachée à la tradition sociale-démocrate allemande) et de New York (à cause de la présence des immigrants juifs d'origine polono-russe, déjà expérimentés et attachés aux idées socialistes), le parti de Debs a eu énormément de succès dans les états ruraux du Sud-ouest, notamment en Oklahoma, Arkansas, Texas et Louisiane, états qu'aujourd'hui on n'associe guère avec l'avant-garde des militants socialistes américains^[25] ! Le périodique socialiste le plus important en 1913, (il y en avait 300 au total), l'hebdomadaire, *Appeal to Reason*, qui avait 761 747 abonnés au lendemain des élections présidentielles au cours desquelles Debs avait obtenu 6 % du vote populaire, a été publié dans l'état du Kansas.

15

L'Amérique a bien changée depuis l'époque de Sombart, qui a fait son enquête entre les apogées des deux mouvements politiques les plus contestataires du capitalisme dans l'histoire américaine : le populisme et le socialisme^[26]. Et c'est la reconnaissance de ce changement dans la géographie politique des États-Unis qui explique l'énorme succès du livre du journaliste Thomas Frank, *Pourquoi les Pauvres votent à droite ?*^[27]. A partir du cas de l'état de Kansas, Frank a voulu montrer dans son *best-seller* comment les membres les plus démunis des mêmes états de la fédération américaine qui à l'aube du xx^e siècle étaient mobilisés politiquement principalement par des questions économiques étaient mobilisés par des questions largement socioculturelles (comme le mariage des homosexuels ; le droit à l'avortement ; celui de posséder des armes ; ou la prière à l'école) – questions étrangement d'actualité lors de l'élection de 2004^[28]. Mais la thèse de Frank de la « fausse conscience » de l'électorat populaire du Midwest risque de sombrer dans la simplicité du plus vulgaire marxisme, si l'on oublie que toute l'histoire américaine a été caractérisée souvent par des oppositions selon des clivages identitaires de religion et d'appartenance ethnique ou raciale (comme les protestants contre les catholiques, les nativistes contre les immigrants ou les blancs contre les noirs) et non point de classe^[29]. Après tout, c'est justement à cause de ces raisons que les politologues se considérant comme des successeurs de Sombart ont pu dire qu'il n'y avait pas de socialisme aux États-Unis !

16

Mais ce que Sombart n'a pas pu prévenir, et ce que ses successeurs universitaires, en général, ne questionnent pas suffisamment, c'est que le système politique américain est devenu encore moins démocratique depuis le remplacement de la corruption des vieilles machines politiques de la première moitié du xx^e siècle par la vénalité des offices sous l'influence des lobbies et des entreprises depuis les dernières décennies du même siècle^[30]. Encore plus que le système électoral, le financement des campagnes des hommes politiques par des intérêts privés rend difficilement concevable une renaissance du socialisme aux États-Unis. Désormais, à cause de leur importance dans le financement des deux partis, des groupes d'intérêts économiques sont aussi influents, voire même plus influents, que les coalitions successives des citoyens américains qui votent^[31]. Et une décision récente de la Cour suprême que les entreprises pourraient dépenser autant d'argent qu'elles veulent dans les campagnes fédérales ne fait qu'exacerber cette tendance^[32].

17

La plupart d'Américains, de toute façon, sont tellement investis dans le bon fonctionnement de la Bourse, qu'ils sont moins susceptibles à se pencher sur les dangers de ce développement car ils s'identifient aux mêmes entreprises responsables pour la corruption de la vie civique. Et si la majorité de la population américaine est dépendante – de manière directe ou indirecte – des activités de la Bourse (par choix ou non), les médias des grandes chaînes d'information, elles-mêmes financées par des entreprises extrêmement puissantes, font tout pour qu'on se sente impliqué par ce qui s'y joue^[33]. Pendant les heures new-yorkaises (heures de la Bourse), les cotes des actions s'affichent régulièrement en bas des écrans des chaînes d'information continue, et les spectateurs sont censés les regarder avec autant d'intérêt que les informations sur l'actualité politique nationale et internationale^[34]. Même le journal télévisé local s'ouvre chaque soir en général avec un mot sur les fluctuations de la Bourse de la journée.

18

Quant aux intellectuels, réputés plus spirituels, ne sont-ils pas immunisés contre ce genre de propagande ? En général, même par rapport à la France, les universitaires en sciences humaines et sociales sont dans leur grande majorité culturellement de gauche. Mais ce positionnement, qui est, il faut bien l'avouer, assez aberrant et marginal par rapport aux valeurs de la majorité de la population, ne se traduit pas forcément en militantisme. Loin de là. On peut très bien citer Adorno et Horkheimer dans ses cours, (comme il y a vingt ou trente ans on aurait cité Gramsci et Lukacs à propos de l'hégémonie des élites et de la fausse conscience de classe), pour expliquer comment l'industrie de la culture aveugle les masses et les détourne de la critique du consumérisme, ou l'on peut soutenir dans les mêmes cours, au contraire, avec des références postmodernistes, qu'en réalité l'appropriation de la culture de masse par des classes populaires est subversive des ambitions policières de l'élite dominante. Mais qui parmi ceux qui s'intéressent à Adorno, Benjamin, Bourdieu, Foucault, Negri, Agamben, Zizek, Badiou ou Judith Butler dans les universités américaines, qui parmi la population estudiantine ou la majorité du corps professoral en sciences humaines et sociales, sait aujourd'hui qui a été Eugene Debs ? Qui se rappelle de l'expérience de son Parti Socialiste de l'Amérique, de ses rapports avec les syndicats ou de l'élection présidentielle de 1912 ? Qui sait ce qu'était le socialisme avant la Révolution russe, que ce soit aux États-Unis ou même en Europe, à part le fait assez vague qu'il doit avoir forcément un rapport avec les idées de Marx et Engels ? Et, chose la plus importante, qui, parmi ces compagnons de route des principes socialistes à l'université, s'implique politiquement, en dehors du campus, dans le monde non-universitaire, notamment le monde du travail^[35] ? A cet égard, on est presque tenté de parler d'un aspect du phénomène d'« embourgeoisement » que Sombart n'a point identifié.

19

Certains universitaires américains, à travers l'étude sérieuse de la même période historique qui a vu l'explosion des mouvements populistes, progressistes et socialistes (des années 1890 jusqu'aux années 1920) ont suggéré que le fait même de se demander pourquoi il n'y avait pas de socialisme aux États-Unis serait absurde, dans la mesure où le développement et la réglementation juridique des sociétés anonymes au début du XX^e siècle ont représenté l'introduction de certains principes clés du « socialisme » dans l'ordre « capitaliste » (comme la socialisation de la propriété et du risque et la restructuration des entreprises sur un modèle institutionnel dans lequel l'importance de l'administration prend le dessus sur celle de la compétition)^[36]. Cette thèse pourrait nous paraître risible, si l'on regarde le comportement des entreprises de nos jours, qui ne s'intéressent guère à leurs employés, jusqu'au point, si la comptabilité l'encourage, à se délocaliser de pays en pays, cherchant de la main d'œuvre de moins en moins chère. Les États-Unis, comme la plupart des sociétés occidentales développées, sont directement confrontés au problème de la réorganisation de l'économie à un âge postindustriel. C'est un problème qui devrait être de taille pour tout ceux qui sont concernés par l'avenir du socialisme lorsqu'on se rappelle qu'à ses origines, au début du XIX^e siècle, le « socialisme » était d'abord et avant tout un mouvement des « producteurs » et des « industriels » contre les « oisifs » (c'est-à-dire des rentiers, propriétaires, etc.). Car comment concevoir le « socialisme » à l'échelle nationale à partir du moment la nation s'est désindustrialisée, alors qu'il n'y a presque plus de classe ouvrière hors du tertiaire et que tout ce qui reste de la production tourne autour de la transmission de l'information par des cadres supérieurs ? Selon ces critères, il n'y a plus que la Chine qui pourrait être susceptible de (re)devenir vraiment socialiste...

Heureusement le gouvernement américain (par exemple, dans son sauvetage des grandes banques et de Wall Street suite à une crise que les mêmes grandes institutions financières ont créée ; ou dans sa « réforme » du système de santé qui, en réalité, derrière la mystification médiatique, est du pain béni pour les grandes entreprises d'assurance) se montre prêt à socialiser les risques des institutions privées. A cet égard, les USA sont un pays « socialiste », au moins pour une certaine élite capitaliste. Certes, Sombart n'a pas pris en compte cette possibilité qui donne, quelque part, raison aux militants de l'actuelle extrême droite qui accusent le président Obama d'être un « socialiste », comme elle pourrait être également à la source aussi d'un vrai « exceptionnalisme américain ». Car si, dans le sillage de Sombart, les sociologues, politologues et historiens ont eu tendance à répondre à la question, « Pourquoi le socialisme n'existe-t-il pas aux États-Unis ? », en cherchant une explication pour le non-avènement de la conscience politique d'une classe ouvrière trop hétérogène et individualiste pour être marxiste, on n'a jamais eu le moindre doute sur la conscience de classe des exploités présumés de cette même classe. Et pour cause. L'essence de l'« Américanisme », après tout, c'est que l'on aspire tous à vouloir être comme les riches, jusqu'au point à de croire à la nécessité de les secourir. Ainsi, si un candidat ou un commentateur ose critiquer les comportements et les pratiques systématiques des entreprises dans le petit écran télévisuel, au-dessus l'affichage des cotes en Bourse, en général (à part certaines exceptions comme le désastre pétrolier récent dans la Golfe du Mexique) les journalistes l'accusent inévitablement de flirter avec la « *class warfare* » [« la guerre des classes »] – ce que son interlocuteur niera toujours aussi énergiquement. En suivant les arguments du débat soulevé par Sombart jusqu'au bout, peut-être (mais seulement si l'on est vraiment optimiste !), on n'a plus qu'à espérer l'accélération de la mise en place d'une vraie féodalité digne de ce nom, pour que l'Amérique sorte enfin du carcan de son histoire et pour qu'on puisse voir fleurir un jour aux États-Unis à l'avenir, dans quelques centaines d'années, un socialisme pour tout le monde, et non seulement pour le *happy few*...

NOTES

Warum gibt es in den Vereinigten Staaten keinen Sozialismus ? a été d'abord publié dans la forme d'une série de 4 articles en 1905, « Studien zur Entwicklungsgeschichte des nordamerikanischen Proletariats » [Études sur le développement historique du prolétariat nord-américain] dans l'*Archiv für Sozialwissenschaft und Sozialpolitik*, revue dans laquelle l'ami de Sombart, Max Weber, venait de publier son étude sur l'éthique protestant et l'esprit du capitalisme. L'étude de 1906 a été traduite en français comme *Pourquoi le socialisme n'existe-t-il pas aux États-Unis ?*, Paris, Presses Universitaires de France, 1992. Mais voir aussi l'excellente édition critique américaine, *Why is there no Socialism in the United States ?*, New York, International Arts and Sciences Press, 1976, et le compte-rendu de Daniel Boy, dans la *Revue française de sociologie*, 21, 2, 1980, p. 302-306.

A signaler que Sombart deviendra plus tard un sympathisant du national-socialisme à la fin de sa vie.

Sombart, *Pourquoi le socialisme n'existe-t-il pas aux États-Unis ?*, p. 145.

Sur ce sujet, voir l'excellente introduction de C. T. Husbands à l'édition américaine du texte de Sombart, *op. cit.* p. XV-XLIII ; l'étude très approfondie de la question écrite par Seymour Martin Lipset, « Why no Socialism in the United States », in Seweryn Bialer *et al.*, dir., *Sources of Contemporary Radicalism*, tome 1, Boulder, Westview Press, 1977, p. 31-149 ; le recueil essentiel de contributions sur la question dirigé par Lipset et John H. M. Laslett, *Failure of a Dream ? Essays in the History of American Socialism*, New York, Doubleday, 1974 ; et le commentaire du critique social-démocrate américain, dans la deuxième moitié du XX^e siècle très apprécié et influent dans les milieux intellectuels new-yorkais qui ont passé du trotskisme à un soutien réservé du Parti Démocrate, Irving Howe, *Socialism and America*, New York, Harcourt Brace Jovanovich, 1985, *passim*. Enfin, voir surtout deux excellentes études historiographiques des débats suscitées par le livre de Sombart : Jerome Karabel, « The Failure of American Socialism Reconsidered », dans Ralph Miliband et John Saville, dir., *The Socialist Register 1979*, Londres, The Merlin Press, 1979, p. 204-227 ; et Eric Foner, « Why is there no Socialism in the United States ? », *History Workshop Journal*, 17, 1, 1984, p. 57-80, article repris plus récemment dans son recueil *Who owns History ? Rethinking the Past in a Changing World*, New York, Hill and Wang, 2002. L'article de Foner a été également repris dans le recueil bilingue, édité par Jean Heffer et Jeanine Rovet, *Pourquoi n'y a-t-il pas de socialisme aux États-Unis*, Paris, Éditions des Hautes Études, 1988. Voir aussi les contributions de Lipset et de Laslett dans ce recueil. Enfin, voir, pour le problème du non-avènement du socialisme aux USA considéré du point de vue des années Reagan, le livre de Mike Davis, *Prisoners of the American Dream : Politics and Economy in the History of the US Working Class*, Londres, Verso, 1985, et, plus récemment, de nos jours, avec une comparaison faite avec le cas australien, l'étude de Robin Archer, *Why Is There No Labour Party in the United States ?*, Oxford, Oxford University Press, 2008.

Sur ce thème, banal en France, voir, parmi de nombreux exemples en anglais, le pamphlet récent de Tony Judt, *Ill Fares the Land : A treatise on our present discontents*, Londres, Allen Lane, 2010. Il faut dire que la même thèse sur les conséquences inégalitaires pour l'Occident de l'écroulement de l'Union Soviétique a été formulée il y a plus d'une décennie par Alexandre Zinoviev. Voir son *La Grande Rupture : Sociologie d'un monde bouleversé*, Lausanne, L'Âge d'Homme, 1999.

Cette idée a été lancée par Selig Perlman dans sa critique de la notion marxiste-léniniste des rapports syndicat-parti, *A Theory of the Labor Movement*, New York, Augustus M. Kelley, 1928. Pour Perlman, la non-politisation de la classe ouvrière n'était pas problématique (et ne nécessitait surtout pas l'intervention des intellectuels), car le rôle des syndicats devrait être réduit à lutter principalement pour l'augmentation des salaires. La